

Gaston CALMETTE

Directeur-Gérant

RÉDACTION — ADMINISTRATION
26, rue Drouot, Paris (9^e Arr.)

POUR LA PUBLICITÉ

S'adresser, 26, rue Drouot

A l'Hôtel du « Figaro »

ET POUR LES ANNONCES ET RÉCLAMES

Chez MM. LAGRANGE, CERF & C^{ie}
8, place de la Bourse

LE FIGARO

« Loué par ceux-ci, blâmé par ceux-là, me moquant des sots, bravant les méchants, je me hâte de rire de tout... de peur d'être obligé d'en pleurer. » (BEAUMARCHAIS.)

H. DE VILLEMESANT

Fondateur

RÉDACTION — ADMINISTRATION
26, rue Drouot, Paris (9^e Arr.)

TÉLÉPHONE, Trois lignes : N° 102-46 — 102-47 — 102-48

ABONNEMENT

| | Trois mois | Six mois | Un an |
|-----------------------------|------------|----------|-------|
| Seine et Seine-et-Oise..... | 15 » | 30 » | 60 » |
| Départements..... | 18 75 | 37 50 | 75 » |
| Union postale..... | 21 50 | 43 » | 86 » |

On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

SOMMAIRE

Impressions sur l'Amérique du Nord : La résistance : GUGLIELMO FERRERO.
La Vie de Paris : Révocation d'autrefois : LOUIS CHEVREUSE.
Pour l'aviation : EMILE BERR.
Conversation avec M. Randolph Hearst : M. L. LA CHAMBRE : Le tarif des douanes : PAS-PERDUS.
Autour de la politique : AGUSTE AVAIL.
Journaux et Revues : ANDRÉ BEAUNIER.
Le cinquantenaire de Solferino : A l'Hôtel de Ville : JANVILLE.
Dans la marine : Le lancement du « Danton » : MARG LANDRY.
Les inscriptions maritimes : THOMAS.
La saison de la Gâté : G. S.
L'agitation des lads : AJAX.
Feuilleton : Mademoiselle Sherlock : PAUL ZAHORI.

IMPRESSIONS

SUR

L'Amérique du Nord

VII LA RÉSISTANCE

Quelle est l'attitude des classes riches de l'Amérique en face du mouvement antipolitocratique qui les menace ? Il est facile, même à un étranger, de s'apercevoir qu'une partie au moins des classes riches est très inquiète et qu'elle a raison de l'être. Si les lois, comme celle sur les services publics de New-York, devaient se multiplier, la vie des grands hommes d'affaires finirait par devenir très dure, aux États-Unis. Le contrôle de la presse n'est pas la chose que l'oligarchie financière de l'Amérique admire le plus dans son pays ; mais si le mouvement antipolitocratique continue, cette puissance de la presse, déjà si grande, augmentera encore. C'est une perspective qui ne doit pas réjouir beaucoup les adversaires de M. Lawson.

Et pourtant je n'ai pas trouvé une opinion résolue et déclarée des riches contre ce mouvement. Beaucoup en déplorant certains excès démagogiques et se préoccupant des conséquences qui pourraient en résulter, mais sans en faire rien de plus que la tendance, dans les classes supérieures, à reconnaître que le mouvement a été provoqué par des abus réels, et que, malgré ses inconvénients, il a rendu et pourra rendre de grands services. Cette tendance est presque générale. Chose plus grave, il y a dans les classes riches des personnes qui sympathisent ouvertement avec le mouvement. On les trouve surtout parmi les jeunes gens qui ont hérité de belles fortunes et qui ont fait leurs études dans les universités.

Un cas typique est celui de M. Hearst. Fils d'un riche propriétaire de mines de cuivre et élève de l'université de Harvard, M. Hearst a fondé dans les plus grandes villes de l'Union des journaux populaires à grand tirage, qui attaquent l'oligarchie financière avec la violence pittoresque et la simplicité naïve nécessaires pour intéresser leur énorme public. Il est vrai que M. Hearst semble à beaucoup d'Américains être allé un peu trop loin dans son amour du peuple. « M. Hearst, c'est notre Clodius », — combien de fois ai-je entendu cette phrase-là ! Mais M. Hearst représente l'exaspération d'une tendance qui est réelle et qui pousse une partie des classes supérieures à appuyer, avec plus ou moins de réserve, le mouvement antipolitocratique.

Cette tendance, par exemple, nous explique la dernière phase de la politique de M. Roosevelt et l'attitude si curieuse qu'elle a créée ; pourquoi M. Roosevelt a pris, à un certain moment, une attitude si fière contre l'oligarchie financière, qui pourtant a toujours été un des appuis les plus forts de son parti. L'Europe, qui s'imaginerait les hommes politiques américains d'après les siens, a vu beaucoup de peine à le comprendre. Mais l'explication devient facile : en Amérique, M. Roosevelt a suivi, comme tous ses concitoyens, la campagne contre la ploutocratie ; il s'est convaincu qu'elle était en partie justifiée, et il a senti la nécessité de donner au peuple et à sa conscience une satisfaction. On dit surtout que le livre de M. Lawson aurait fait une très grande impression sur lui. Naturellement, M. Roosevelt n'a pas pu prendre une attitude si nette de combat sans exciter des haines violentes ; le Sénat a inauguré une opposition systématique contre toute la politique intérieure et extérieure du Président ; certains salons et une partie de la presse l'ont beaucoup malmené. Mais personne n'a osé l'attaquer à fond. C'est lui qui a pu, pour ainsi dire, mener toute la campagne présidentielle et présenter au peuple M. Taft comme son digne successeur et son meilleur ami, en même temps que ses adversaires appuyaient avec toutes leurs forces M. Taft, en prétendant qu'il ferait une politique opposée à celle de M. Roosevelt.

Incertitude et contradiction : tels sont donc les caractères essentiels de la politique suivie par les classes riches en Amérique dans ce moment un peu difficile. Comment s'expliquer leur sympathie plus ou moins déclarée pour un mou-

vement qui leur est si hostile, et cette absence d'une opposition énergique.

L'idéalisme américain, les traditions puritaines, l'esprit démocratique, dont j'ai tant parlé, nous l'expliquent en partie. Beaucoup de personnes désirent en Amérique que les ressources économiques du pays se développent, sans que la morale publique et privée en soit profondément détériorée. Si cette aspiration pourra être satisfaite, je l'ignore ; mais il ne me semble pas possible de douter qu'elle est en Amérique profonde et sincère dans toutes les classes. Autre preuve que les idées courantes en Europe sur la corruption américaine sont exagérées.

Mais cette attitude des classes riches a aussi ses causes politiques. Une de ces causes est la faiblesse de l'Etat. J'ai déjà parlé. L'Etat était faible en Europe, mais les grands capitalistes ; mais il ne peut non plus les soutenir très fortement. Ici, comme dans beaucoup de choses humaines, il y a une compensation. Je citerai un seul exemple : l'ordre public. Les États-Unis, pour maintenir l'ordre dans un continent si énorme, n'ont que des forces militaires minimes, en comparaison des masses d'hommes armés dont disposent les États européens. La différence est peut-être beaucoup plus importante qu'on ne le pense en Europe. C'est en parcourant l'Amérique qu'un Européen peut comprendre, pour quelle raison, dans un pays où l'ordre public repose sur une espèce d'équilibre psychologique spontané des masses, le gouvernement et les partis les plus intéressés à la conservation de l'ordre doivent ménager avec un souci spécial l'opinion publique, même dans ses caprices et ses nervosités.

Le principe électif est la base de toute l'organisation politique et administrative des États-Unis. Beaucoup de fonctions, confiées chez nous à une bureaucratie de carrière, sont exercées en Amérique par des magistrats que le suffrage universel choisit. Les classes supérieures, par leur richesse, par leur prestige, par les intérêts qu'elles dominent, exercent une très grande influence sur les masses énormes d'électeurs ; mais elles doivent tenir compte de leurs aspirations, de leurs préjugés, de leur mentalité. L'infiltration rapide des idées antipolitocratiques dans ces masses aurait empêché le parti républicain, s'il l'eût pensé, de prendre une attitude trop hostile contre le mouvement, car il n'aurait fait que préparer un triomphe éclatant au parti adverse. Les masses électorales se seraient révoltées.

Enfin, si en Amérique les classes riches ont beaucoup d'influence sur la haute culture, elles en ont très peu sur la presse. En Amérique, beaucoup plus qu'en Europe, la presse tend à exprimer les idées et les tendances des classes moyennes, qui peuvent donner les lectures par millions. C'est ainsi que les classes moyennes ont trouvé dans les magazines une formidable machine de guerre contre les trusts, les chemins de fer, la Bourse, et que l'oligarchie financière n'a pu leur opposer aucun engin de puissance égale.

Les journaux quotidiens, en effet, ne sont pas en Amérique le seul organe de discussion, d'agitation et de propagande dans les masses. Leur influence sur l'opinion publique, dans les grandes questions nationales, n'est pas comparable à celle des journaux européens, parce que le pays est trop grand. Même les journaux les plus répandus ne sont pas dans une zone très restreinte, en comparaison de l'immensité du pays, de manière qu'il n'existe pas en Amérique un seul journal quotidien véritablement national, c'est-à-dire lu dans toute l'Union. C'est pour cette raison surtout que le journal quotidien tend en Amérique à devenir un organe d'information très rapide, et dans les derniers six ans, à côté des anciens magazines purement littéraires, comme le *Century Magazine*, le *Putnam's Magazine*, le *Harper's Magazine*, se sont développés les magazines qui traitent les grandes questions politiques et sociales de l'Union. Ces revues, paraissant une fois par mois, ont le temps d'arriver partout, dans les États et dans les *farms* les plus éloignés ; elles ont pu, par conséquent, devenir les organes de l'opinion publique dans les grandes questions nationales permanentes, dont l'actualité dure des années.

L'*Everybody's Magazine*, qui a publié les « Mémoires » de M. Lawson et qui mène une vive campagne contre la haute culture ; le *Mac Clure's Magazine*, qui a publié le livre de miss Tarbell, et qui s'est occupé beaucoup des trusts et de l'administration municipale, sont les plus importants. Ils ont tous les deux des tirages formidables : 400 et 500.000 exemplaires, paraît-il. Ils sont lus partout, d'un bout à l'autre de l'Amérique, et ils rendent à la classe moyenne, en même temps qu'un service intellectuel, un service commercial. Ils ont dans chaque numéro 100, 150, même 200 pages de réclame, qui parfois sont très curieuses à lire. C'est une espèce de grand « magasin » imprimé ou de guide universel de l'acheteur ; on y trouve tout, depuis les livres jusqu'aux ustensiles de cuisine, depuis les objets de confection jusqu'aux machines agricoles et aux automobiles. Dans les petites villes où il n'y a pas de grands magasins, dans les *farms*, quand on veut acheter quelque chose sans faire des voyages, on cherche dans son magazine et on trouve presque toujours le nom et l'adresse d'une maison.

C'est en somme la classe moyenne qui donne à ces magazines les foules énormes de leurs lecteurs et les ressources de la réclame. Ils vivent sur la classe moyenne. Il est donc naturel qu'ils cherchent à en exprimer les aspirations latentes. En effet, tous les magazines de

cette espèce — et il y en a beaucoup, outre les deux que j'ai nommés — cherchent surtout à trouver une grande question nationale, qui puisse intéresser les masses. C'est le véritable moyen d'assurer à une revue de cette espèce une large diffusion, et avec la diffusion les profits de la réclame. Malgré ses immenses richesses, l'oligarchie financière serait impuissante à créer des organes de l'opinion publique aussi puissants que ces magazines et capables de les tenir en échec.

On s'est plu souvent, dans les derniers temps, à décrire en Europe une Amérique où les masses sont tenues dans un esclavage hideux par une oligarchie de milliardaires avides, cyniques, pleines de vices et de caprices néroniens, habituée à un faste insolent. Maxime Gorki a été le dernier qui s'est plu à reprendre ce tableau. J'ai exposé les raisons pour lesquelles cette Amérique me semble n'avoir jamais existé que dans l'imagination des écrivains européens. Mais très souvent, en Amérique, en observant les faits que j'ai exposés dans cet article, j'ai pensé combien il serait facile, en appliquant le même procédé de défiguration et d'exagération, de représenter une Amérique où une oligarchie financière désarmée, découragée, évanouie, ébranlée, malgré ses fabuleuses richesses, est sur le point d'être dépossédée par la révolution qui se prépare, par les masses qui s'organisent, et cherche en vain à se soustraire à sa destinée en produisant ses richesses dans une bienfaisance inépuisable, en cachant ses trésors sous une simplicité à laquelle l'Europe refuserait de s'adapter, en se faisant humble et modeste.

Mais ce tableau ne serait pas plus vrai que l'autre. Telle au moins est mon impression. Et je terminerai cette série d'articles en expliquant la prochaine fois pourquoi, à mon avis au moins, cette faiblesse des classes riches dans la défense de leurs intérêts n'est pas destinée à produire aucune catastrophe sociale dans un avenir prochain.

Guglielmo Ferrero.

LA VIE DE PARIS

Révocation d'autrefois

On a inauguré hier, à Tours, en présence de M. Dujardin-Beaumont, sous-secrétaire d'Etat des beaux-arts, de M. Henri Chéron et de quelques notabilités, la statue de Jules Baric, le caricaturiste des *Paysans*.

Les divers orateurs entendus, parmi lesquels M. Paul-Boncour, ont rappelé que ce dessinateur de talent avait été fonctionnaire. Ce fut un rond-cuir modeste et qui, cependant, fut révoqué. Voici exactement en quelles circonstances :

Baric appartenait, pendant de longues années à cette administration des postes et télégraphes si célèbre depuis quelques mois. Il débuta comme commis-adjoint au bureau de Tours, aux appointements de mille francs, le 1^{er} juillet 1848.

Il avait été nommé par M. Etienne Arago, ami intime de son père et directeur général des postes. Rien dans ses services antérieurs — il avait été employé dans une filature pendant quelques mois — ne le préparait à ces fonctions. Il fut créé postier par nepotisme. En ce temps-là, l'administration des postes était une curieuse pépinière de jeunes talents : peintres, littérateurs ou graveurs : Bastien-Lepage fut postier pendant deux ans, avant d'entrer à l'atelier Cabanel ; Paul Bellet, qui devint plus tard collaborateur du *Figaro* et de la *Patrie*, fit un long stage dans les postes ; postiers aussi : H. de Conty, le rédacteur des *Guides* ; Issaouchon, le polémiste ; Le Verrier, qui écrivit des romans populaires ; le socialiste Paulin Poulin ; le géographe Saganian ; Vaucoirell, qui devint directeur de l'Opéra ; Edmond Stoullig, notre confrère, l'excellent critique dramatique, qui aujourd'hui encore publie chaque année ces si utiles *Annales du Théâtre et de la Musique*, tous ceux-là furent postiers.

La carrière de Baric fut mouvementée. Au moment du coup d'Etat, il faillit être révoqué pour ses opinions républicaines. Il ne fut que déplacé.

Il est, à Paris, commis dirigeant du bureau d'ordre au moment où éclate la Commune. Devait-il abandonner ses fonctions parce que l'insurrection triomphait ? Il ne le crut pas. Il demeura, n'ayant reçu aucun ordre de départ. Il fut soumis bientôt à une enquête, sur son concours à l'insurrection.

Et voici la réponse qu'il fit à cette demande d'enquête, datée du 20 juin 1871, et qui se trouve aux archives du sous-secrétariat. Il y expose éloquentement ce cas de conscience :

« J'ai ce jour dit, adieu à ma patrie », telle est la devise de l'homme libre. C'est celle que j'ai toujours suivie dans ma carrière administrative. Elle ne m'a jamais, il est vrai, été bien favorable, mais du moins, elle m'a laissé une conscience tranquille.

Le 30 mars dernier, je quittai l'hôtel des Postes, entre cinq heures et demie et six heures du soir (heure où je flânais sans service), sans avoir reçu aucun ordre de rester à notre administration. Elle ne m'a jamais, il est vrai, été bien favorable, mais du moins, elle m'a laissé une conscience tranquille.

Le 30 mars dernier, je quittai l'hôtel des Postes, entre cinq heures et demie et six heures du soir (heure où je flânais sans service), sans avoir reçu aucun ordre de rester à notre administration. Elle ne m'a jamais, il est vrai, été bien favorable, mais du moins, elle m'a laissé une conscience tranquille.

Le 30 mars dernier, je quittai l'hôtel des Postes, entre cinq heures et demie et six heures du soir (heure où je flânais sans service), sans avoir reçu aucun ordre de rester à notre administration. Elle ne m'a jamais, il est vrai, été bien favorable, mais du moins, elle m'a laissé une conscience tranquille.

dant qu'à Versailles on me qualifiait d'agent de la Commune, à Paris on me dénonçait comme agent de Versailles ; agent de ma conscience, seule, en ce moment je fis ce qu'elle me dictait. Je ne songeai donc nullement à prêter mon concours à l'insurrection communale, mais bien à sauvegarder dans l'attente de mes moyens les intérêts du public et ceux de l'administration.

De même qu'en l'absence d'ordre, j'étais resté mon poste quand l'administration avait quitté Paris, de même j'y restai avec Nizery quand le représentant de la Commune abandonna l'hôtel, prouvant ainsi que nous faisons, en dehors de toute préoccupation politique, ce que notre conscience nous indiquait comme devoir. Je puis ajouter que nous n'avons quitté l'administration que quand tout danger eut disparu, et que la poste militaire, en s'installant à l'hôtel, nous eut, de fait, relevés de nos fonctions.

En résumé, j'ai cru faire mon devoir et ma croyance n'a pas changé. J'attends d'un cœur tranquille la décision de l'administration.

L'Administration décida de le révoquer, sur la demande même du receveur principal, qui déclarait dans son rapport :

J'ai su apprécier, souvent la loyauté et les bons services de M. Baric, et à cause de cela j'ai vivement regretté de ne pas le voir à nos côtés à Versailles... Partant, en effet, de ce fait principe qu'il fallait avant tout et même sous la Commune servir le public, M. Baric a fait tout ce qu'il a pu pour rallier les employés et les tenir à Paris... Dans cette situation, je crois que la révocation de M. Baric est nécessaire.

Baric fut réintégré en 1872, et fut mis alors à la retraite pour raison de santé, en 1880. Hier, la République lui a inauguré une statue. Mais « servir le public », à l'administration des postes, continue à n'être pas le premier des devoirs.

Louis Chevreuse.

Échos

La Température

Comme la veille et comme il en sera de même probablement demain, le ciel est encore couvert, et dans les hauteurs errant d'épais et sombres nuages orageux. Cependant, — est-ce l'arrivée du beau temps ? — les vents d'ouest ont beaucoup faibli ; le soleil, par instants, a montré ses rayons, et enfin la journée s'est passée sans que Paris ait été un seul instant mouillé. Mais, hélas ! une fois n'est pas coutume.

Température : À sept heures du matin, 13° au-dessus de zéro et 19° l'après-midi. La pression barométrique, stationnaire après une faible hausse, accusait à midi 765^{mm}. Une aère anticyclonique se tient dans les parages de l'Islande, où l'on notait hier 765^{mm}.

Des pluies sont tombées sur l'ouest de l'Europe ; en France, il a plu à Limoges, à Nantes, à Besançon et à Nancy.

Le temps est encore frais dans toutes nos régions.

Départements, le matin. Au-dessus de zéro : 11° à Dunkerque et à Charleville, 12° à Brest, à Ouessant, à Lorient, à Nantes, à Rochefort et à Limoges, 13° à Boulogne, à Bordeaux, à Nancy et à Belfort, 14° à Lille, à Aix, au Mans et à Clermont, 15° à Biarritz, à Toulouse, à Besançon et à Lyon, 17° à Marseille, 18° à Perpignan et à Orléans, 22° à Cette, 23° à Alger.

En France, des pluies orageuses sont probables dans l'Ouest et le Nord.

La température du 28 juin 1908 était, à Paris : 16° au-dessus de zéro le matin et 27° l'après-midi ; baromètre : 765^{mm} ; beau temps.

Du New York Herald :

A New-York : Temps nuageux. Température : maxima, 29° 4 ; minima, 20° 6. Vent sud-ouest, faible.

A Londres : Temps couvert. Température : maxima, 16° ; minima, 11°. Vent sud-ouest, faible. Baromètre : 761^{mm}.

A Berlin : Temps pluvieux. Température (à midi) : 15°.

Les Courses

Aujourd'hui, à deux heures, Courses à Maisons-Laffitte. — Gagnants du *Figaro* :

Prix des Essarts : Séleus ; Saint Cast. Prix de Huey : Aveyron ; Lieut. Prix d'Aigremont : Renzi ; Clairefontaine. Prix d'Essai des Pouliches : Foliosa ; Bat's Delight. Prix Fille-de-l'Air : Messaouda ; Sainte Livrade. Prix de Pépinoast : Vincent ; Syphon.

A Travers Paris

M. le conseiller Benoit, qui vient de mourir, était, en 1883, simple juge d'instruction.

Or, en janvier 1883, le prince Napoléon langa son manifeste fameux : la France s'ennuie.

Il fut arrêté, et comparut devant M. le juge Benoit, qui se trouva fort ennuyé — comme la France.

Convenait-il qu'un juge d'instruction de la République eût pour un Bonaparte des égards spéciaux, ou bien devait-il le traiter comme un inculpé ordinaire ? M. le juge Benoit crut trouver un bon moyen. Lorsque le prince parut à la porte du cabinet, le magistrat se leva, alla à sa rencontre, et lui montrant une chaise, dit avec une courtoisie déférente :

— Monseigneur, daignez vous asseoir.

Cette concession faite, il s'assit à son tour et crut pouvoir reprendre ses droits. Il commença donc, sur un ton de maître, l'interrogatoire :

— Comment vous appelez-vous ?

— Monsieur, répondit le prince, vous-driez-vous pas que je m'appelle Benoit ?

Un accident, qui fort heureusement parut devoir être sans suites graves, est arrivé hier à M. Emile Faguel.

L'émiment académicien quitta, à midi, la Sorbonne où il avait surveillé les candidats à la licence. Il fit un faux pas, dans l'escalier, tomba et se cassa la jambe droite. Des huissiers de la Sorbonne le transportèrent à son domicile.

Nous avons fait prendre des nouvelles dans la soirée. L'état du blessé est aussi

bon que possible et ne donne pas d'inquiétudes. Il est soigné par les docteurs Laugier et Lucas-Championnière.

S. A. le prince Roland Bonaparte vient de rentrer à Paris, après avoir passé quinze jours en Angleterre.

En quittant le château de Windsor, où il avait été l'hôte de LL. MM. le roi et la reine d'Angleterre, S. A. le prince Roland s'est rendu à Cambridge, pour assister aux fêtes du centenaire de Darwin, en qualité de délégué de l'Académie des sciences.

A cette occasion, S. A. le prince Roland a reçu le titre de docteur en sciences de l'université de Cambridge.

A la séance d'hier de l'Académie des sciences, le prince a rendu compte à ses confrères de la mission qu'ils lui avaient confiée et au cours de laquelle les délégués de l'Académie n'ont cessé d'être l'objet des plus délicates attentions de la part des autorités universitaires.

BIENVENUE

Elles étaient une dizaine de jeunes filles, hier, à onze heures du matin, installées sur le banc qui fait face au n° 56 du boulevard Pereire, jaccassant joyeusement comme des petites perruches et égayant les alentours par leurs frais éclats de rire.

Ce qu'elles attendaient là ? Elles attendaient le retour de Mme Sarah Bernhardt, qui devait rentrer d'une magnifique tournée dans le nord de la France, effectuée pour la première fois en automobile.

Pour la première fois, en effet, Mme Sarah Bernhardt a voyagé sans souci des horaires et des indicateurs. Mais si ce mode de locomotion peut avoir du charme pour la grande tragédienne, il n'est pas sans inconvénient pour les jeunes admiratrices qui ont coutume de guetter son arrivée et de lui offrir avec des bouquets le tribut de leur admiration.

Elles savaient bien par les journaux que Mme Sarah Bernhardt revenait hier, mais à quelle heure ? Faute de cette fois d'indications précises, elles avaient commencé leur faction devant l'hôtel de leur idole dès neuf heures... Cependant midi sonna, puis une heure, et la limousine de quarante chevaux ne paraissait toujours pas.

Ne supposez pas un instant que l'éventualité d'une interminable attente décourageât leur jeunesse enthousiaste ! Plutôt que de désorienter ce poste on décida de déjeuner là, sur le banc même. Ainsi fut fait, et grâce aux arbres très épais à cet endroit, grâce aussi aux talus verdoyants du chemin de fer de ceinture, on eut un peu l'illusion d'une partie de campagne.

Deux heures, trois heures, quatre heures... Une troupe mugit enfin, c'était l'automobile tant désirée amenant sa grande voyageuse toute rosée de joie !... Les dix jeunes filles saisirent vivement les dix bouquets qui attendaient alignés le long de la grille du chemin de fer et s'élançèrent...

Pour prix de sa constance, chacune eut un charmant sourire, après quoi la troupe s'en vola en pépant gentiment...

La soirée de Bagatelle.

La fête qui devait avoir lieu ce soir à Bagatelle sera donnée avec le même éclat samedi prochain 3 juillet. L'*Avant-cérémonie*, de Rameau, et le *Vénusberg*, de Wagner sont sus, répétés et prêts à être présentés aux membres de la Société des Grandes Auditions musicales de France auxquels cette soirée de gala est réservée.

Toutefois il sera bon de consulter les journaux le matin même de la représentation. Le Comité étant absolument décidé à n'ouvrir les portes du château de Bagatelle que si le temps est parfaitement sûr.

Il y aura, demain mercredi, à quatre heures et demie, au cercle du Polo du bois de Boulogne, une réunion des plus élégantes. Ce sera le concours des chiens appartenant à des femmes de membres du cercle.

Les juges de ce concours seront MM. Paul Caillard et le baron Lejeune.

Un vers inexact a été cité, dimanche, en pleine Sorbonne, par un illustre professeur. Invoyant Musset, dans le dessein de glorifier l'Italie, cet orateur considérable dit :

Harmonie ! Harmonie !

Toi que pour la douleur inventa le génie.

Tandis que le vers de Musset est celui-ci :

Langue que pour l'amour inventa le génie.

M. Lavissee a fait, en l'honneur du cinquantenaire de Solferino, un admirable discours. Il ne nous en vaudra pas de lui signaler un détail où sa lucidité mémoire s'est trouvée en défaut.

Le sculpteur W. Szymanowski, à qui l'on vient de confier, au concours, le monument de Chopin, est loin d'être un inconnu pour les Parisiens.

Pendant plusieurs années, il exposa au Salon de la Société des Artistes français des œuvres d'une haute inspiration et d'une exécution magistrale ; on y remarquait une originalité de concept tout à fait en dehors des sentiers battus.

Et puis, on n'a pas oublié qu'il fut peintre également, et peintre de grand talent. Il y a quelques quinze ans, on vit de lui un énorme triptyque, *la Prière*, qui traduisait une pensée tragiquement belle. M. Szymanowski est un penseur profond en même temps qu'un esthète, et l'on peut être assuré qu'avec son monument de Chopin Varsovie possèdera un chef-d'œuvre de plus.

Les *Larmes et Sourires de l'Emigration italienne*, que vient de publier le marquis Paulucci di Calboi, provoquent le plus vif intérêt parmi tous ceux qui s'adonnent à l'étude des problèmes sociaux des deux côtés des Alpes. On se rappelle l'émotion considérable que certains de ces articles ont soulevée en

France et en Italie, au moment de leur apparition dans la *Revue*. De nombreuses interpellations aux Parlements français et italiens ont souligné toute la gravité des questions traitées par l'émigrant diplomate. L'ancien conseiller de l'ambassade d'Italie, devenu ministre à Lisbonne, continue avec la même ardeur la propagande pour ses idées qu'il avait inaugurée pendant son séjour à Paris.

Aujourd'hui, à lieu, villa Said, l'exposition publique de la collection de feu R. Suarès. Demain, premier jour de vente.

Il faut signaler aux Parisiennes une excellente occasion qui leur est offerte en ce moment. La maison Linker et C^{ie}, tailleur pour dames, rue Aubour, met à leur disposition, pendant quelques jours, un grand choix de costumes et manteaux pour elles et leurs fillettes et ce, à des prix excessivement avantageux. La raison est, la fin de saison d'abord, et ensuite parce que la maison Linker prépare pour la rentrée des agrandissements considérables qui lui donneront le double de place pour ses salons et ateliers.

Les jours de froide humidité que nous venons de traverser ont éprouvé fort les névralgiques et les rhumatisants qui se sont risqués trop tôt dans les stations d'altitude ou ceux qui se disposaient à partir.

Un séjour aux Grands Thermes de Dax est tout indiqué pour cette catégorie si impressionnable de malades, et il est heureux que cet Etablissement fonctionne sans interruption pendant les douze mois de l'année.

Hors Paris

Au Brésil.

Selon les derniers échos parvenus du Brésil, les tendances de l'opinion s'accroissent dans un sens réellement favorable à la politique de conciliation de tous les éléments, inaugurée par le président actuel.

Avant de quitter l'administration de l'Etat de Rio-de-Janeiro, pour la vice-présidence de la République, M. Vilo Pecanha s'était fait remarquer par un esprit d'économie très sévère, par son opposition aux monopoles, surtout aux monopoles de l'électricité si nuisibles à l'expansion de cette grande force industrielle, et enfin par une constante préoccupation du développement des sources si variées de la production nationale.

Nouvelles à la Main

— Que de crimes ! que de meurtres pendant ces derniers jours.
— Que voulez-vous ! C'est le dernier effort avant les vacances.

Lendemain de Grand Prix : ils causent...

ne doit point déplaire à ses compatriotes admirateurs du grand Empereur.

La question du jour aux Etats-Unis, c'est la question des tarifs protecteurs. Je demandai tout de suite l'opinion de M. Hearst sur cette question :

« Un Américain, conscient des intérêts de son pays, ne peut pas ne pas être protectionniste. Seulement il faut se garder d'exagérer le protectionnisme et c'est malheureusement ce qu'on fait aux Etats-Unis. »

« Les républicains, pendant la lutte électorale, avaient promis de faire une révision des tarifs et de les réduire. »

« Après les élections, ils ont oublié leurs promesses; ils n'ont pensé qu'à relever les droits protecteurs, déjà trop lourds. »

« Par exemple je crois que dans deux ans, au moment des élections pour la Chambre, ils paieront cher leur oubli. Car il y a en Amérique un très gros protecteur plus modéré. Les tarifs actuels sont cause de la cherté extraordinaire de la vie chez nous, et la masse souffre de cet état de choses. »

« Alors selon vous, c'est le parti démocrate qui, remplaçant au pouvoir le parti républicain, mettra fin au régime protectionniste exagéré dont vous vous plaignez. »

« Non, je n'oserais déclarer que tel sera le résultat. Le parti démocrate est en réalité très faible parce qu'il reste un parti simplement obstructionniste. Mais j'aperçois, dans un temps plus ou moins rapproché, la formation d'un nouveau parti composé des radicaux du parti républicain et des radicaux du parti démocrate, qui s'uniront dans l'intérêt de l'avenir de l'Amérique. »

« Unis ils constitueraient un parti formidable. Ce parti sera-t-il constitué aux prochaines élections ? Peut-être. Mais dans tous les cas il naîtra sûrement à la vie, et alors il y aura aux Etats-Unis un parti conservateur, le parti des républicains, de chez nous, et le parti radical. »

« En ce qui concerne les trusts, M. Hearst s'est exprimé ainsi :

« Le président Roosevelt les a combattus, et avec raison, — parce que ceux qui les avaient constitués voulaient en somme réaliser une véritable dictature économique; le président Taft leur est moins hostile. »

« Pour ma part, j'estime qu'on ne peut pas proscrire les trusts, mais on peut et on doit leur imposer une législation qui les empêchera d'être les maîtres absolus de tous les marchés et de rendre impossible la concurrence. »

« Au point de vue des relations des Etats-Unis avec les puissances européennes, M. Hearst me confia ainsi son opinion : — Les Etats-Unis, me déclarait-il, ne doivent intervenir que dans les questions qui les concernent. C'était l'opinion de Georges Washington, c'est la mienne. »

« Notre attitude doit rester toujours pacifique : cependant nous sommes tous partisans du fameux adage : *Si vis pacem, para bellum*, et tous nous sommes d'avis d'avoir une marine très forte et même de la renforcer encore. »

« Je ne redoute aucune complication avec l'Europe, — mais avec le Japon, c'est une autre chose. »

« Quoique la situation actuelle soit calme, les nuages demeurent à l'horizon, et nous devons nous tenir prêts. »

M. L.

LA CHAMBRE

Lundi 28 juin.

LE TARIF DES DOUANES

Il me paraît évident qu'on finira par s'entendre, la commission et le gouvernement se feront des concessions mutuelles et l'affaire se règlera par une cote mal taillée; mais pourquoi tant barguigner puisqu'on doit nécessairement en arriver là ? Si l'on ne s'entend pas tout de suite, le temps manquera pour conclure et à force d'amuser le tapis, on l'usera. Rappelez-vous qu'on n'en est pas encore à la discussion des articles dans un débat où la controverse théorique ne peut donner lieu qu'à des rabâchages et où tout repose sur des majorations de chiffres favorables ou contraires à des intérêts régionaux, à des industries locales.

Je crois pour ma part que le gouvernement tient le bon bout. Il sait mieux que la commission et que la Chambre elle-même ce qu'il peut espérer ou craindre.

Avant de revenir au tarif des douanes. M. Alfred Picard, ministre de la marine, rend compte à la Chambre de la mission conciliatrice qu'il est allé remplir à Marseille. « Un accord aussi honorable pour les uns que pour les autres a été conclu. » Dix questions sur quatorze ont été résolues par une entente amiable. Il y en a trois qui seront soumises à un arbitre; toutes diligences sont faites pour que l'arbitre soit désigné le plus tôt possible, et pour que sa sentence soit rendue à très bref délai. Le ministre voit là un enseignement pour la solution des conflits du travail.

La Chambre applaudit, mais les députés de l'Algérie paraissent moins contents qu'elle. M. Etienne insiste pour la suppression du privilège de pavillon. M. Jourde, au contraire, et Klotz demandent l'ajournement du débat, qu'on s'empresse de leur accorder pour reprendre l'ordre du jour, c'est-à-dire le tarif.

M. Augé parle, comme M. Paul Boncour, sur la viticulture et se félicite d'avoir contribué à conquérir le marché intérieur pour le vin français. Il ne croit pas que des représailles soient à craindre du côté de l'Angleterre. On se querelle un peu entre Méridionaux et M. Augé déclare en finissant qu'il a confiance dans la commission.

Après lui, M. Siegfried répète après les précédents orateurs qu'on ne peut plus aujourd'hui être absolument, protectionniste ou libre-échangiste.

Il faut exemplifier les matières premières et ne frapper les divers produits qu'en raison de la main-d'œuvre qui s'y trouve incorporée. Nous ne pouvons pas aller jusqu'à une protection qui aboutirait à augmenter considérablement le prix de la vie et à arrêter complètement nos exportations.

M. Siegfried a dit d'excellentes choses qui ont peut-être prolongé au delà du nécessaire la discussion générale. Toutefois il a obtenu du socialiste Vaillant un aveu qu'il n'a été impossible de comprendre : « Nous combattons le ca-

pitalisme et non pas le capital. » Il espère que le tarif présenté par la commission sera sensiblement amendé.

Alors le rapporteur général a pris la parole et rappelé que les solutions proposées par la commission ont été le résultat d'un accord favorable. A aucun moment cette commission n'a critiqué le régime de la modération. C'est ainsi qu'elle a écarté les droits de sortie. Elle a maintenu le statu quo sur la plus grande partie des aliments et des combustibles. Elle a également conservé la franchise des matières premières. Enfin elle n'a relevé les tarifs que dans la mesure où l'augmentation a paru nécessaire pour permettre à l'industrie de vivre.

La théorie est connue. C'est le système des droits compensateurs indispensables pour que la production française puisse lutter à armes égales, sur le marché français, contre la concurrence étrangère. En somme, le bilan de nos échanges accuse un accroissement considérable de l'exportation pour nos produits fabriqués. D'autre part, nous avons gagné les 700 millions de produits alimentaires que la France payait à l'étranger. Par conséquent, nous avons droit de nous réjouir d'une situation qui nous permet de satisfaire aux besoins de la consommation nationale.

Le rapporteur prétend que le prix de la viande a baissé. Je le défie de persuader cela aux ménagères; nous sommes évidemment en présence d'un trompe-l'œil. Nous n'en sommes plus à ignorer que les chiffres disent tout ce qu'on veut leur faire dire.

La séance a donc fini sur une erreur manifeste et sur un calcul plus spécieux que sérieux.

Pas-Perdus.

Autour de la politique

Les bureaux de tabac

Le ministre des finances vient de communiquer à la Chambre l'état des bureaux de tabac concédés en 1938.

Le nombre des débits accordés s'élève à 347. Parmi les bénéficiaires, il n'y a que cinq hommes; les 342 autres débits, concédés à des femmes, ont été accordés pour la presque totalité à des veuves, filles ou mères de fonctionnaires civils et militaires de tous grades depuis le plus élevé jusqu'à celui de sous-officiers.

C'est ainsi qu'à côté de la veuve du général de brigade Jobey, des filles du général Deloye, on trouve la veuve d'un brigadier forgeron assassiné en service commandé en Algérie, et la veuve d'un soldat au 16^e dragons, devenu après son service attaché commercial en Indo-Chine.

Quelques bureaux ont été attribués à des veuves de parlementaires : à Mme Ranc, veuve du sénateur; à Mme Lalogue, veuve du député de la Seine; à Mme Borel, veuve du député de la Corrèze, etc.

Parmi les hommes auxquels des bureaux de tabac sont donnés, on compte l'ex-gardien de la paix Viel, blessé le 31 mai 1905, lors de l'assaut de la rue de Rohan contre le roi d'Espagne; un ancien militaire, amputé des deux bras, M. Crestot, à Paris, et un ancien publiciste parisien, M. Etienne Junca.

Le statut des fonctionnaires

Le groupe socialiste unié présente un contre-projet au projet de statut des fonctionnaires.

Aux termes de ce contre-projet, le statut spécial à chaque fonction sera établi d'un commun accord par les représentants de l'Etat et les représentants du syndicat ou de l'association de fonctionnaires de la catégorie intéressée, les représentants de l'Etat et ceux de l'association siégeant en nombre égal.

Les peines disciplinaires graves, telles que la suspension temporaire, le déplacement d'office, la rétrogradation, la mise à la retraite d'office et la révocation, ne pourront être prononcées, d'après ce contre-projet, que par un conseil de discipline composé de trois représentants de l'Etat et de trois fonctionnaires d'un grade égal au fonctionnaire déféré, nommés à l'élection par leurs camarades.

A. A.

DANS LA MARINE

Le lancement du « Danton »

On sait que les ingénieurs du port de Brest avaient proposé au ministre de fixer à dimanche, 4 juillet, pour profiter d'une grande marée, la date du lancement — ou du relancement — du « Danton ». Mais M. Alfred Picard n'a pas voulu accepter cette date sans s'être fait préalablement renseigner sur la situation du cuirassé par une commission spécialement envoyée sur les lieux.

Cette commission composée de MM. Korn, inspecteur général du génie maritime, Lhomme, directeur de la section technique, et Lyasse, ingénieur en chef, est arrivée à Brest hier matin et a aussitôt procédé à l'examen des travaux exécutés, travaux dont elle s'était rendu compte dans une visite précédente faite à Brest au début de ce mois.

Les Brestois assuraient hier, dans l'après-midi, que la commission n'avait pas conclu à la possibilité du lancement et qu'au moins sa première impression n'avait pas été favorable à l'opération. Mais vers le soir, on ne tenait plus le même langage : on disait simplement que la commission avait terminé son examen, qu'elle avait gardé secret sa décision et que, par conséquent, Brest pour arriver à Paris ce matin, elle rendrait compte de son examen, aujourd'hui et dès la première heure, au ministre qui statuerait définitivement.

Tirs à la mitraille

Les obus à la mitraille des modèles récents sont en acier, mais la marine compte encore dans ses approvisionnements des obus en fonte, chargés de mitraille, qu'il s'agissait d'essayer pour se rendre compte de leur efficacité. A cet effet, le cuirassé *Massena* a été chargé de procéder à des tirs avec des obus à mitraille, en fonte, du calibre de 100 millimètres, sur le vieux contre-torpilleur *Lérion*.

Ces tirs ont eu lieu hier. En raison du danger que présentait l'emploi de ces projectiles, toutes précautions avaient été prises pour éviter des accidents; les obus des pièces étaient évacués et le feu était mis à distance.

Les tirs ont été très satisfaisants. La coque du *Lérion* a été très endommagée. Remorquée à Toulon, elle a été visitée. Un des projectiles tirés qui n'avait pas explosé a été retrouvé dans la machine. On l'a transporté à l'Ecole de pyrotechnie pour être noyé.

Marc Landry.

L'ASSURANCE IDÉALE

Les bienfaits de l'assurance sur la vie sont aujourd'hui universellement reconnus. En France, notamment, où le public se montre longtemps réfractaire à cette forme supérieure de la prévoyance, on arrive de plus en plus à se rendre compte dans toutes les classes de la société que l'assurance n'est pas seulement un devoir impérieux qui s'impose à tous ceux qui ont charge d'âmes, mais aussi une opération utile à celui qui la fait.

Mais il faut en faciliter l'accomplissement par des dispositions libérales. Il est nécessaire que l'homme prévoyant, au moment même où il signe son contrat, sente de façon certaine qu'il a vraiment assuré son avenir et l'avenir de ceux qui lui sont chers sans contestation possible, que ce contrat est entre ses mains un titre absolu qu'on ne disqualifiera pas, qui couvrira même, par exemple, et sans qu'il ait à payer de surprime, le risque de guerre.

Il faut aussi qu'il n'ait pas l'angoisse du lendemain, d'un lendemain où peut-être ses moyens ne lui permettront plus d'acquiescer les primes convenues, qu'il soit garanti contre la menace de déchéance par faute de paiement.

Il faut, en un mot, que le bénéfice de l'assurance soit tout entier réservé à l'assuré.

C'est beaucoup demander, sans doute; il paraît que ce n'est pas impossible, puisque ces conditions sont réalisées, de la façon la plus complète, par la nouvelle police de l'Equitable des Etats-Unis, entreprise privée assujettie au contrôle de l'Etat.

Et ce ne sont pas là de vaines paroles, il suffit pour s'en rendre compte d'examiner les conditions de cette nouvelle police; les voici brièvement résumées : elle garantit les risques de guerre sans surprime; elle participe de 100 0/0 dans les bénéfices; elle donne des dividendes sur les primes dès après la première année; on y trouve inscrites et garanties les valeurs de prêt, de rachat en espèces, d'assurance prolongée automatiquement, d'assurance libérée. Elle ne peut tomber en déchéance par faute du paiement des primes.

Ce n'est pas tout : elle est d'une flexibilité parfaite et se plie à merveille à tous les besoins de l'assuré, non seulement à la date d'émission, mais pendant toute la durée, et au moment du règlement.

Les avantages qu'elle offre sont d'ailleurs tellement évidents que le plus ignorant en matière d'assurance les aperçoit en regardant simplement le fac-similé de la nouvelle police, qui est envoyé gratuitement, sur demande adressée à la Direction générale de l'Equitable, 36 bis, avenue d'Opéra.

Deux chiffres pour finir, mais leur éloquence est telle qu'ils valent tous les commentaires du monde sur la prospérité, la force et la sécurité de cette grande Compagnie.

Son fonds de garantie dépasse 2 milliards 400 millions, et le montant des paiements effectués aux assurés depuis sa fondation (1859) dépasse actuellement 3 milliards 400 millions.

G. D.

LE MONDE RELIGIEUX

Mgr Gilbert. — Le Pape vient de nommer Mgr Gilbert chanoine de Sainte-Marie-Majeure. On sait que Mgr Gilbert, après avoir donné pour raison de santé sa démission d'évêque de Mans, alla se fixer à Rome. Et peut-être se rappelle-t-on un certain nombre de prélats réunis à Bordeaux, sous la présidence du cardinal Lecot, avaient demandé à Pie X de consentir à ce que Mgr Gilbert servît d'intermédiaire autorisé pour les affaires de France entre l'épiscopat et Sa Sainteté. Le Pape ne consentit pas, le cardinal Merry del Val n'ayant point, on le connaît, approuvé la motion de l'Assemblée de Bordeaux.

Un arrêt de la Cour de Caen sur le dossier du culte. — Les curés ont-ils le droit d'imposer, pour les mariages, enterrements, etc., un tarif plus élevé aux catholiques que ne veulent pas, par ailleurs, contribuer au « denier du culte » ?

Le Tribunal de Mortagne a résolu par l'affirmative cette question en acquittant le curé des Genettes, poursuivi, pour ce prétendu délit, sur la plainte d'un paroissien récalcitrant.

Sur appel du procureur général, l'affaire vient d'être jugée par la Cour de Caen, qui a acquitté également le curé des Genettes, par ce motif que, « s'il existe bien dans l'affaire un fait de nature à obtenir d'un citoyen sa contribution à l'exercice du culte, ce fait ne peut constituer une menace aux termes de l'article 31 de la loi du 9 décembre 1905 ».

Le procureur général s'est pourvu en cassation contre cet arrêt. — J. de N.

La lettre de l'évêque de Bayonne

(De notre correspondant particulier)

Bayonne, 28 juin.

Plus de trois mille catholiques poussant des acclamations ont accompagné au Palais de justice Mgr Gieure, évêque de Bayonne, l'abbé Mirande, vicaire à la cathédrale, et l'abbé Larre, curé de Sainte-Eugénie, de Biarritz, poursuivis comme l'a annoncé le *Figaro*, à la suite d'un arrêt de la Chambre des mises en accusation de la Cour de Pau, qui avait cassé une ordonnance de non-lieu rendue par le juge d'instruction. Les deux abbés sont poursuivis comme auteurs principaux du délit, pour avoir donné lecture de la lettre pastorale de l'évêque sur la dévolution des biens ecclésiastiques, et Mgr Gieure comme complice, pour avoir écrit cette lettre.

Sa Grandeur a donné lecture au Tribunal d'une noble et fière déclaration, dans laquelle nous relevons les passages suivants :

« Que j'aie condamné, flétri certaines lois, c'est exact; que j'aie dit qu'il y a des lois auxquelles c'est un devoir de désobéir, c'est vrai; poser en principe que tout ce qui est commandé ou défendu par la loi doit être aveuglément obéi, est absurde et monstrueux; c'est la glorification de la servitude et de la tyrannie. Quand une loi est en opposition avec la loi divine ou qu'elle viole des droits de la conscience, elle n'est pas la loi. On nous menace d'amende, on ira plus loin, jusqu'à la prison, c'est possible; on ne courra pas nos volontés. Quatre-vingt-cinq ans, cinquante mille prêtres feront la même réponse : *Non possumus*. »

« Les évêques sont les citoyens les plus respectueux des lois justes; mais ils sont aussi les défenseurs des droits de la conscience, et, à certains jours, leur mission est de protéger les faibles en résistant à ceux qui sont forts. »

Cette déclaration, ainsi que celles que font entendre le curé de Biarritz et le vicaire de la cathédrale, sont soulignées par les murmures approbateurs de l'assistance. Le procureur de la République soutient ensuite l'accusation; il déclare, tout d'abord, que,

des lois prévenues, c'est l'évêque, le complice, qui est le plus compromis; c'est lui qui a écrit la lettre incriminée, qui l'a fait imprimer et qui a donné l'ordre à ses prêtres de la lire en chaire. Citoyen français, Mgr Gieure a violé une loi; il conclut en demandant au Tribunal de condamner l'évêque à une peine corporelle mitigée, par la loi de surseis, et de plus, à une peine pécuniaire effective, sérieuse; il demande aussi une condamnation, mais en admettant les circonstances atténuantes, contre l'abbé Larre et l'abbé Mirande.

M. Guichenné et M. Laxague, qui plaident pour ces messieurs, ainsi que M. Riquier, qui présentait la défense de l'évêque, n'ont pas eu de peine à réfuter la thèse du ministère public et à établir l'innocence des poursuivis.

C'est au milieu des mêmes démonstrations de sympathie enthousiaste qu'à son arrivée, que Mgr Gieure est revenu à son domicile. Le jugement sera rendu à huitaine. — AUBERT.

Il n'y a pas de petites économies

Il n'y a pas de petites économies, en matière de pneumatiques surtout, et les chauffeurs avisés doivent considérer chaque moyen de réduire cet important chapitre de leur budget.

Qu'ils montent donc les Pneus Continental de 100 et 125^{mm} créés spécialement par Continental en 1932 pour voitures lourdes et rapides. Ces gros pneus offrent des avantages nombreux : d'abord celui de ne pas nécessiter des frais de transformation de roues, puisqu'ils peuvent être montés sur les mêmes jantes que les 90 et 120^{mm}; ils sont ensuite très économiques à l'usage et donnent plus de confort à la voiture.

NOTES D'UN PARISIEN

LA PLUS NOBLE CONQUÊTE...

YOUR Majesty, le cheval célèbre, peut être sportsman bien connu en Angleterre. Les journaux anglais annoncent, en effet, que M. J.-B. Joel a refusé de céder Your Majesty pour 35,000 livres sterling, ce qui représente au cours du change, dit un de nos confrères, — je n'ai point vérifié ce calcul difficile, — la somme exacte de 918,750 francs.

Voilà un bon cheval, et voilà aussi un bon maître. Si un acquéreur s'est présenté pour une pareille somme et si M. J.-B. Joel n'a pas hésité à repousser son offre, ce ne saurait être évidemment, de part ni d'autre, en vertu de considérations purement mathématiques sur les gains auxquels pourrions prétendre encore, dans l'avenir, le possesseur de Your Majesty. Ce cheval a sans doute déjà pas mal couru, puisqu'il est illustre; il doit être dans la force de l'âge, à l'apogée de sa carrière; ses succès ne peuvent plus que décliner. Your Majesty est, comme nous tous, une créature périssable.

Estimer sa valeur économique à plus de 918,750 francs, ce serait bien chimérique pour un homme raisonnable, comme est M. J.-B. Joel, qui a fait sa fortune dans le Sud-Africain.

Non ! Je préfère croire que M. J.-B. Joel aime son cheval, et que Your Majesty mérite d'être aimé. Your Majesty représente pour M. J.-B. Joel une valeur de gloire et d'affection dont le propre est d'être inappréciable en guinées. C'est ainsi qu'un véritable amateur de peinture a tant de mal à se séparer des toiles qui ont sa tendresse. Parfois, son originalité fait dire aux gens incapables de comprendre et de sentir : « Il estime sa collection trop cher ! » Mais non : on n'estime jamais trop ce qu'on aime...

C'est égal, Your Majesty doit se féliciter d'appartenir à un homme riche. Un pauvre diable eût peut-être cédé à la tentation, et vendu Your Majesty. Mais, fort heureusement, c'est très rare que les chevaux de prix appartiennent à de pauvres diables.

D.

JOURNAUX ET REVUES

Découragement

Le Temps fait de justes réflexions à propos d'un article que le citoyen Jaurès vient de publier dans la *Dépêche*, de Toulouse.

Le citoyen Jaurès serait un peu mélancolique, un peu découragé, un peu tristement pensif. Il verrait que ça ne va pas; et il ne verrait pas de remède. Il aurait, avec un grand zèle, étudié la crise politique que ce pays traverse. Et de ses minutieuses observations, il conclurait d'abord ceci : « La rénovation politique ne pourrait venir que de la coopération de la classe ouvrière à l'œuvre politique. » Cela, c'est une vieille idée à lui; ou, du moins, c'est une bonne vieille idée, qui date d'assez longtemps, qu'il a recueillie et qu'il promène complaisamment de discours en discours, d'article en article, de toast en toast. Nolens, d'ailleurs, que cette idée lui doive être bien agréable.

Mais, secondo, la classe ouvrière n'est pas capable de coopérer à l'œuvre politique : cela n'est pas gai pour le citoyen Jaurès. Et, pour qu'il l'avoue, il faut qu'il sente amèrement l'impossibilité de dire le contraire.

Au total :

Ce qui fait la gravité triste de la période où nous nous trouvons, c'est que la rénovation ne peut venir que du prolétariat et que le prolétariat n'est pas encore à la hauteur de sa mission et de son destin.

Diabla ! et pauvre citoyen Jaurès ! et quel aveu !...

Le voilà donc pessimiste ?... Ne le plaignons qu'à moitié : s'il devenait pessimiste vraiment, ce serait, pour lui, le commencement de la sagesse. Il est vrai que cela nuirait à son éloquence, qui est naturellement confiante et joyeuse. Mais, quoi ? On dirait qu'il est bien revenu de son allégresse oratoire.

Pour l'instant plus encore, et utilement, le Temps l'invite à méditer ces chiffres que donne le *Socialiste* du citoyen Guesde; ces chiffres que voici : l'effectif des ouvriers syndiqués ne représenterait que 10 0/0 du nombre des travailleurs industriels; et la Confédération du travail n'en aurait, jusqu'à ce jour, réuni que 5 0/0. Ah ! ce n'est pas beaucoup !... Et, quand le citoyen Jaurès nous rebattait les oreilles avec son fameux « prolétariat organisé », avec tous ses célèbres travailleurs qui allaient

se lever pour une action commune, ne songeait-il pas à nous imposer ?...

Oui. Et, en somme, il vient de l'avouer. C'était un petit « bluff », tout simplement. Le citoyen Jaurès a vérifié qu'en effet les travailleurs ont autre chose à faire que de la politique. Il aurait pu s'en apercevoir plus tôt : il se serait ainsi épargné une déception douloureuse et un peu comique.

André Beaumier.

La Presse de ce matin

Le Journal officiel publie ce matin :

Un décret aux termes duquel M. Cuzol est nommé agent de change près la Bourse de Bordeaux.

Un décret aux termes duquel M. de Grotty, trésorier-payeur général de Saint-Etienne, est nommé trésorier-payeur général du Rhône, en remplacement de M. Rolland, admis à la retraite; M. Oudet, trésorier-payeur général à Tours, est nommé trésorier-payeur général de la Loire; M. Roche-Dumas, trésorier-payeur général à Tarbes, est nommé trésorier-payeur général d'Indre-et-Loire; M. Trivant, trésorier-payeur général à Mende, est nommé trésorier-payeur général de la Haute-Loire; M. Theysier, receveur particulier des finances de 1^{re} classe à Cambrai, est nommé trésorier-payeur de la Lozère; M. Barrière, trésorier-payeur général à Orléans, est nommé trésorier-payeur général de la Haute-Garonne; M. Génie, trésorier-payeur général à Evreux, est nommé trésorier-payeur général de la Loire; M. Vic, trésorier-payeur général à Blois, est nommé trésorier-payeur général de l'Eure; M. de Grotty, receveur particulier des finances de 1^{re} classe à Valenciennes, est nommé trésorier-payeur général de Loir-et-Cher.

ECHOS & NOUVELLES

Le Journal :

De Berlin.

On annonce de Santiago du Chili que le tribunal a condamné à mort le chancelier du consul allemand Beckler, et le 5 février de nier assassiné le portier du consul. Les journaux arrivés aujourd'hui du Chili disent que la condamnation a été nettement établie. Un recours en grâce a été signé par les jurés; mais comme Beckler a été, d'autre part, condamné à vingt-cinq ans de prison pour incendie volontaire, détournement et falsification de passeports, s'il est gracié, il est, peu probable qu'il sorte jamais vivant de sa prison.

Le Petit Parisien :

Un délégué de Saint-Martin-de-Ré avait écrit à M. Fabre de Parrel, procureur de la République à Versailles, pour lui annoncer, avant son départ pour la Guyane, qu'il était l'auteur d'une série de cambriolages commis au Vésinet, à Chateau, à Savres, à Bellevue, etc.

On crut que le forçat mystifiait la justice et qu'il s'agissait de méfaits imaginaires. Des recherches furent donc faites par le parquet, et on vint d'établir que ce forçat a, effectivement, cambriolé, en 1906, au Vésinet et à Chateau, aux endroits qu'il avait indiqués.

Le Petit Journal :

Deux jeunes filles, les sœurs Gabrielle et Jeanne L., âgées, l'une de seize, l'autre de vingt-deux ans, demeurant rue Chauveau, à Neuilly-sur-Seine, furent accostées hier, vers minuit, par deux individus, par deux individus de mauvaise mine.

Les sœurs L. prièrent ces deux hommes de passer leur chemin. Mais ceux-ci se précipitèrent sur les malheureuses jeunes filles et les frappèrent avec violence.

Des passants intervenirent, et l'un d'eux faillit recevoir un coup de revolver.

On réussit à arrêter les deux misérables. L'état de Mlle Gabrielle L. est assez grave.

LE

Cinquantenaire de Solferino

A l'Hôtel de Ville

Le Conseil municipal a reçu hier, avec une grande solennité, les maires des villes d'Italie, venus à Paris, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la bataille de Solferino. Le comte Gallina, ambassadeur d'Italie à Paris, a assisté à cette brillante réception.

A leur arrivée à l'Hôtel de Ville, les maires, MM. Nathan, maire de Rome; Gabba, maire de Milan; Rinodo, syndic de Turin; Valentini, maire de Pérouse; le maire de la ville de Coni, ainsi que les vétérans de la campagne d'Italie et des membres de la colonie italienne, sont montés dans le salon des Arcades par l'escalier du préfet, sur lequel des gardes municipaux en grande tenue, faisaient la haie.

Les huissiers du Conseil municipal sont venus chercher les invités de la Ville à trois heures précises, et, par les galeries, les ont conduits dans la salle des séances, décorée de drapeaux italiens et français.

Les conseillers municipaux en habit, avec les insignes, les attendaient. Le président de l'assemblée, M. Chausse, se tenait au fauteuil présidentiel, ayant à sa droite M. de Selves, préfet de la Seine; M. Achille, syndic; et, à sa gauche, MM. Lépine, préfet de police et Lampué, président du Conseil général.

L'ambassadeur s'est assis dans le fauteuil du centre, face au président ayant à sa droite M. Pannetier, vice-président du Conseil municipal, et, à sa gauche, M. Nathan, maire de Rome.

Les cris de « Vive l'Italie » ont éclaté auxquels les Italiens ont répondu par les cris de « Vive la France ».

Le président, M. Chausse, a prononcé un discours qui a été longuement et fréquemment applaudi.

En vous, chers amis, c'est l'Italie entière que nous honorons, l'Italie dont nos livres ont appris, dès la plus lointaine enfance, à habiter le doux nom, l'Italie, terre toujours féconde de la poésie, du rêve et de la beauté.

Permettez-moi de vous associer à ce salut, valeureux soldats de l'Indépendance

